

Pollution transfrontalière : La Maison-Blanche demande à Ottawa de coopérer

Dossier de la rédaction de H2o
June 2022

L'administration de Joe Biden se joint à d'autres groupes et agences pour demander au Canada de participer à une étude sur la pollution transfrontalière des eaux causée par l'exploitation de mines de charbon dans le sud de la Colombie-Britannique. Dans un communiqué, le département d'État américain a indiqué que le président Biden soutenait la tenue d'une étude conjointe sur le sélénium provenant des mines de charbon de l'entreprise Teck Resources dans la vallée Elk. Le sélénium se retrouve ensuite dans les rivières et les lacs au sud de la frontière. Le département a déclaré que le soutien de l'administration en réaffirme conjointement à la Commission mixte internationale, en vertu du Traité des eaux limitrophes de 1909, pour le bassin versant de Kootenai concernant les impacts transfrontaliers de l'exploitation minière, indique le communiqué. Affaires mondiales Canada n'a pas immédiatement répondu à la demande. Le 2 juin, le porte-parole Adrien Blanchard aclarait dans un courriel que le Canada envisageait diverses options dans ce dossier.

Les États-Unis sont préoccupés depuis des années par les mines de Teck Resources. Les États du Montana et de l'Idaho, huit sénateurs américains, l'Agence de protection de l'environnement (EPA), l'Institut d'études géologiques des États-Unis et six communautés autochtones des deux côtés de la frontière ont tous déclaré que le sélénium libéré par les mines était dans les poissons dans leurs eaux en aval. Plusieurs de ces groupes ont demandé un renvoi à la Commission mixte internationale, créée pour arbitrer les différends relatifs aux eaux transfrontalières. Lors de ces renvois, l'examen du problème et la formulation de recommandations ont presque toujours été menées conjointement par les deux pays. Le Canada et les États-Unis, par l'intermédiaire de la Commission, ont ainsi travaillé conjointement sur les problèmes des Grands Lacs, du lac Champlain au Québec et du bassin de la rivière Souris au Manitoba. La Commission s'est dite prête à examiner la question et a demandé au Canada de participer. Le département d'État américain indique que la participation du Canada conduirait à des recommandations impartiales et une communication transparente, renforcerait la confiance et forgerait une compréhension commune de cette question parmi les gouvernements locaux, autochtones, étatiques, provinciaux et fédéraux, ainsi que les parties prenantes et la population des deux pays. Le communiqué met l'accent sur les préoccupations des Premières Nations, soulignant l'engagement de l'administration Biden-Harris à renforcer les relations de nation à nation.

Teck Resources a elle-même reconnu le problème. L'entreprise a dépensé 1,2 milliard de dollars pour le traitement des eaux usées des sites miniers et prévoit de dépenser 750 millions dollars supplémentaires. Elle soutient qu'environ 95 % du sélénium est maintenant éliminé des eaux usées. Teck conteste toutefois les normes de sélénium "déraisonnables" fixées par le Montana. L'entreprise soutient que ces normes, qui s'appliquent au bassin partagé par les deux pays, sont même inférieures aux niveaux naturels de sélénium dans les rivières en amont des mines. Pourtant, la Commission mixte a déjà indiqué que les concentrations de sélénium dans certaines parties de ce bassin versant (le lac Koocanusa) sont plus de cinq fois supérieures aux limites fixées par le Montana, bien que les niveaux soient plus bas ailleurs.

La Presse canadienne - Radio-Canada